
M.E.S., Numéro 144, Novembre – Décembre 2025

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, novembre - décembre 2025

DIPLOMATIE CULTURELLE CONGOLAISE À L'ÉPREUVE DU TEMPS : dynamiques, ruptures et continuités du Royaume Kongo à la RD Congo contemporaine

par

Fidel LUWALA MAKWATA

Chef de travaux à l'Institut Supérieur de Commerce de Bandundu,

Apprenant en 3^{ème} cycle en Relations internationales,

Université de Kinshasa

Résumé

Dans cette étude, nous analysons l'évolution et l'efficacité de la diplomatie culturelle au sein de l'espace congolais, depuis les pratiques proto-étatiques du Royaume Kongo jusqu'à la République Démocratique du Congo (RDC) contemporaine. Dans cette évolution, quatre époques distinctes sont identifiées, caractérisées par des objectifs, des outils et des niveaux d'efficacité variés. Il s'agit de l'adaptation culturelle du Kongo face à l'Europe, de l'instrumentalisation idéologique de l'Authenticité zaïroise, et de la phase actuelle d'institutionnalisation stratégique et de diplomatie de réparation. L'analyse révèle que l'efficacité du rayonnement congolais repose davantage sur le soft power organique (diaspora, mouvements spirituels) que sur les cadres étatiques historiquement déficients. La RDC est aujourd'hui confrontée au défi d'harmoniser son immense potentiel culturel avec une gouvernance stratégique, notamment par la récente loi-cadre et la négociation cruciale de la restitution de son patrimoine.

Mots-clés : diplomatie culturelle, soft power, Royaume Kongo, authenticité, Zaïre, RDC, restitution du patrimoine

Abstract

In this study, we analyze the evolution and effectiveness of cultural diplomacy within the Congolese sphere, from the proto-state practices of the Kongo Kingdom up to the contemporary Democratic Republic of Congo (DRC). The report identifies four distinct eras, characterized by varied objectives, tools, and levels of effectiveness: the cultural adaptation of the Kongo in the face of Europe, the ideological instrumentalization of Zairian Authenticity (Authenticité), and the current phase of strategic institutionalization and reparative diplomacy.

The analysis reveals that the effectiveness of Congolese influence relies more on organic soft power (diaspora, spiritual movements) than on historically deficient state frameworks. The DRC is currently faced with the challenge of harmonizing its immense cultural potential with strategic governance, notably through the recent framework law (loi-cadre) and the crucial negotiation for the restitution of its heritage.

Keywords : Cultural Diplomacy, Soft Power, Kongo Kingdom, Authenticity, Zaïre, DRC (Democratic Republic of Congo), Heritage restitution.

INTRODUCTION

La culture est universellement reconnue comme un facteur essentiel de développement et de coopération internationale, particulièrement en Afrique, où des plateformes comme le Festival panafricain du cinéma et de la télévision d'Ouagadougou (FESPACO) ou la Biennale de Luanda facilitent les échanges régionaux.¹ Néanmoins, l'efficacité de la diplomatie culturelle dans un contexte de mobilité artistique entravée et de politiques de visas restrictives exige des stratégies nationales robustes. La RDC, riche d'un patrimoine historique et d'une production artistique puissante (notamment la musique et les arts), présente un paradoxe où le pouvoir d'attraction endogène contraste souvent avec la faiblesse structurelle et l'institutionnalisation tardive du secteur.²

La diplomatie culturelle est un outil essentiel pour promouvoir la compréhension mutuelle des intérêts d'un État sur la scène internationale³. Ainsi, la diplomatie culturelle vise à promouvoir les valeurs, la culture et les intérêts d'un État à travers des activités culturelles, éducatives et artistiques. Elle est considérée comme un outil essentiel de la politique étrangère d'un État, car elle permet de créer des liens avec les autres nations, de promouvoir la compréhension mutuelle et de renforcer les relations internationales.

De nos jours, l'analyse de la culture dans les relations internationales est mieux comprise avec la théorie du soft power. En effet, le concept de soft power, tel que défini dans les relations internationales, désigne la capacité d'un État à influencer les préférences et les comportements des autres acteurs sur la scène mondiale par l'attraction plutôt que par la coercition.

1 Unesco : De la différenciation à la coopération : la diplomatie culturelle au service du développement durable, 20 avril 2023,

2 Gérardin Paul, « Histoire du politique au Congo Kinshasa : Les concepts à l'épreuve de Gauthier de Villers » in *La revue Nouvelle*, n°6, 2017, pp 52-62, éd. Association la revue nouvelle.p.55

3 Hosbawn, E.J., *Les nations et la guerre*. Édition La Dispute, Paris, 1992

La République Démocratique du Congo « RDC », avec une histoire culturelle riche et diverse, a toujours cherché à promouvoir sa culture et ses intérêts à l'étranger. Vansina souligne que « le royaume Kongo, qui existait au XV^e siècle, était l'un des États les plus puissants d'Afrique centrale et avait une diplomatie culturelle active avec les autres États de la région ». ⁴

Pour une meilleure compréhension et un aboutissement heureux de notre réflexion, une analyse diachronique est indispensable pour comprendre comment cet instrument a été mobilisé – ou négligé – par les autorités successives du territoire congolais.

Pour mener à bien cette réflexion, la question principale de notre problématique est de savoir : comment la fonction et l'instrumentalisation de la culture dans la politique étrangère congolaise ont-elles évolué, des pratiques diplomatiques proto-étatiques du Royaume Kongo à l'institutionnalisation tardive du soft power dans la RDC contemporaine, et quelle a été leur efficacité respective face aux enjeux de souveraineté et de développement ?

De cette question centrale, les questions clés ci-après sont posées :

- quelles étaient les modalités et l'efficacité du soft power (syncrétisme, éducation) mobilisé par le Royaume Kongo dans ses relations avec le Portugal (XV^e-XVII^e siècles) ?
- comment les régimes postcoloniaux (en particulier le Zaïre de Mobutu) ont-ils instrumentalisé la culture (Authenticité) pour des objectifs idéologiques et économiques sur la scène internationale ?
- dans quelle mesure la puissance culturelle de la RDC est-elle aujourd'hui institutionnalisée, et quel rôle la diaspora et la diplomatie de restitution jouent-elles dans la stratégie de soft power contemporains ?

1.3. Les hypothèses

De ces questions, nous émettons trois hypothèses de notre travail :

- H₁** (Discontinuité et Réponse Externe) : la diplomatie culturelle congolaise est historiquement caractérisée par une discontinuité marquée, chaque régime mobilisant la culture principalement comme une réponse idéologique aux pressions exogènes (Portugal, colonialisme, économie mondiale).
- H₂** (Efficacité et Légitimité organique) : l'efficacité du rayonnement culturel congolais réside moins dans les politiques étatiques institutionnalisées (historiquement faibles ou manipulées) que dans le soft power organique (mouvements spirituels, diaspora).
- H₃** (Le Tournant Réparatif) : la RDC contemporaine est engagée dans une diplomatie de réparation, où la revendication de la restitution du patrimoine spolié est devenue l'enjeu symbolique central pour affirmer sa souveraineté.

L'objectif principal de cette réflexion est d'analyser la causalité entre l'action culturelle étatique et ses résultats diplomatiques. Le périmètre temporel s'étend de 1483 (premiers contacts entre le Royaume Kongo et le Portugal) à 2025 (adoption de la nouvelle loi culturelle en RDC). L'étude est limitée à la diplomatie culturelle de l'entité politique qui deviendra la RDC, excluant l'analyse détaillée des dynamiques régionales internes non liées à la projection externe.

La méthodologie adoptée repose sur l'Analyse de la Politique Étrangère (APE) ou, en anglais 'Foreign analysis (FPA)', une discipline qui vise à comprendre les processus de prise de décision derrière les choix de politique étrangère. ⁵

Cette approche est complétée par une analyse historico - comparative et l'examen de contenu multisources, comme le soutient Jonathan Guiffard ⁶, pour permettre d'éviter une analyse simplifiée et de garantir une évaluation fiable des stratégies culturelles étatiques et non étatiques.

Hormis la partie introductive ci-dessus et la conclusion, l'article est structuré autour de quatre points essentiels, à savoir : les archétypes précoloniaux, la culture et le contrôle étatique postcolonial, la RDC contemporaine et enfin la diplomatie de réparation.

⁴ Vansina, J., *Nouvelle histoire du Congo*, éditions La Dispute, Paris 1995

⁵ M. Hudson Valérie et S.Day Benjamin, *Foreign Policy Analysis*, Rowman & Littfield, 2019

⁶ Jonathan Guiffard (2025), « Repenser l'analyse en politique étrangère », Institut de Montaigne, France, 2025

I. LES ARCHÉTYPES PRÉCOLONIAUX : LE KONGO ET LA NÉGOCIATION DE LA SOUVERAINETÉ (XV^{ème} et XVII^{ème} SIÈCLES)

1.1. Le syncrétisme comme pont diplomatique

Le Royaume Kongo, dès la fin du XV^e siècle, a initié une forme précoce et proactive de diplomatie culturelle visant à stabiliser ses relations avec la puissance européenne émergente, le Portugal. Moins de dix ans après les premiers contacts, le roi Nzinga a Nkuwu (1483-1509) adopta le catholicisme en 1491, prenant le nom de João I en hommage au roi portugais.⁷

Cette conversion rapide ne fut pas seulement un acte religieux, mais une stratégie politique calculée pour signaler une volonté d'alignement et de parité protocolaire avec la monarchie portugaise. Ce soft power proto-étatique s'est poursuivi sous le règne du roi Afonso I. Il a activement soutenu la propagation du christianisme et, plus significativement, a instauré une diplomatie d'échanges d'élites. Afonso I envoya des étudiants en Europe pour y recevoir une éducation, formant ainsi une classe capable de gérer la communication épistolaire et les négociations directes avec le Portugal.⁸ Cette approche, documentée dans les travaux essentiels de Georges Balandier⁹, démontre une tentative sophistiquée d'intégration culturelle et éducative pour garantir la stature internationale du royaume.

1.2. Le paradoxe de l'adaptation culturelle

L'intégration religieuse et éducative du Kongo visait à créer un terrain d'entente stable avec les Portugais. L'analyse des conséquences à long terme de cette stratégie révèle cependant un échec. Le soft power du Kongo, bien qu'ingénieux, s'est révélé insuffisant pour contrebalancer le déséquilibre croissant du hard power et la pression économique portugaise, centrée sur l'esclavage.¹⁰

L'ouverture culturelle (adoption du catholicisme, éducation européenne) avait pour but de stabiliser les relations, mais cette porosité n'a pas été accompagnée d'un renforcement militaire et économique symétrique. John K. Thornton souligne que « l'effondrement du royaume est survenu en 1665, lorsque l'armée royale fut défaite par l'armée portugaise esclavagiste ». ¹¹ La mort du roi Antonio Nvita à Nkanga marqua la fin de l'indépendance effective et la chute de Mbanza Kongo.

La stratégie d'adaptation culturelle a donc échoué à préserver la souveraineté lorsque les intérêts économiques occidentaux sont devenus la priorité absolue. L'héritage de cette période est une méfiance historique envers l'excès de dépendance culturelle et le danger d'une adaptation qui ne fait pas l'objet d'un contre-poids stratégique.

II. CULTURE ET CONTRÔLE ÉTATIQUE POSTCOLONIAL : DU CONGO AU ZAÏRE (1920-1997)

2.1. La culture comme moteur de la résistance

Durant la période coloniale belge, le soft power le plus efficace et le plus authentique émanait des acteurs non étatiques et contestataires. H. Matondo fait savoir que « le mouvement kimbanguiste, initié par Simon Kimbangu vers les années 1920, représentait un exemple puissant de mobilisation culturelle et spirituelle contre l'ordre colonial ». ¹²

Bien que fondé sur des bases religieuses, le Kimbanguisme a rapidement développé un élan nationaliste en demandant l'autonomie du pays et le départ des Blancs. Ses adeptes ont manifesté une désobéissance civile concrète, allant jusqu'à interdire aux Congolais de payer l'impôt dans certaines zones, désarticulant ainsi les fondements économiques et politiques de la colonisation. Ce mouvement illustre la vitalité d'un soft power organique, capable de créer une cohésion nationale en utilisant la religion comme plateforme d'affirmation identitaire face à la peur et à l'autorité coloniale, une force que l'État postcolonial a souvent peiné à reproduire.

7 Africa Museum, <https://www.africamuseum.be/fr/discocor/history-article/kongo-kindom>. Consulté le 3/11/2025 à 15h46'.

8 Idem, Consulté le 3/11/2025 à 15h49'

9 George Balandier, *La vie quotidienne au royaume de Kongo du XVI^e au XVIII^e siècle*, éd. Hachette, Paris 1965.

10 Linda M. Heywood, « L'esclavage et sa transformation dans le royaume du Kongo : 1491-1800 » in *Le journal de l'histoire africaine*, Vol. 50, n°1, 2009, Cambridge University Press. pp. 1-22.

11 John K. THORNTON, « Le royaume du Kongo et la guerre de Trente ans » in *Journal d'histoire mondiale*, Vol.27, n°2, 2016, University of Hawai'i Press. Pp.189-213.

12 MATONDO NSADISU, H., « Le nationalisme dans le mouvement Kimbanguiste au Congo-Belge de 1921 à 1960 » in *Cahiers Africains des droits de l'homme et de la démocratie ainsi que du développement durable*, Vol.2, n°76, 2022, p.1, pp.87-119.

2.2. Le cas zaïrois : l'authenticité, soft power idéologique et financier

La doctrine de l'Authenticité, ou Recours à l'authenticité, lancée par le président Mobutu Sese Seko, fut la tentative la plus ambitieuse et la plus radicale de mobiliser la culture au service d'un projet étatique postcolonial. Kuhani Matende¹³ dans son mémoire pense que « présentée comme une révolution culturelle, l'authenticité visait à surmonter l'héritage colonial en réaffirmant les traditions africaines et en inventant une nouvelle identité zaïroise ».

Les manifestations de cette politique étaient concrètes et visibles, notamment à travers la zaïrianisation. Cela inclut le changement de nom du pays en Zaïre et l'obligation, dès 1972, de changer les noms personnels pour des noms africains authentiques. Mobutu lui-même expliquait que l'Authenticité permettait de découvrir la personnalité nationale en puisant dans le riche patrimoine ancestral, tout en précisant qu'il fallait choisir les coutumes "qui s'adaptent bien à la vie moderne".¹⁴

L'analyse de cette période révèle une contradiction performative. L'authenticité fonctionnait comme un soft power performatif et dual. D'un côté, elle répondait à une quête légitime de dignité postcoloniale ; de l'autre, elle était un outil de propagande rigide pour le régime (le mobutisme, décrit comme une "philosophie cohérente qui s'impose comme doctrine"), destiné à masquer les défaillances internes. L'aspect le plus stratégique de cette doctrine était le "Zaïre for Export".

L'authenticité était un discours délibérément conçu pour "amadouer l'Occident" et créer une image d'État africain fort et idéologiquement cohérent, afin d'obtenir un soutien financier et militaire vital. Ironiquement, si la politique cherchait l'isolement idéologique par la culture, elle maintenait l'intégration économique et financière avec l'Occident. L'échec économique et le manque de légitimité interne ont finalement conduit à l'effondrement de ce projet d'État établi sur un soft power instrumentalisé, démontrant que la manipulation du récit, même puissante, ne peut durablement compenser l'absence de bonne gouvernance.

III. LA RDC CONTEMPORAINE : INSTITUTIONNALISATION ET DÉFIS DE PUISSANCE (POST-1997 - 2025)

3.1. Le retard historique et le tournant légal

La période post-Mobutu et l'avènement de la République Démocratique du Congo ont été marqués par un retard historique dans la structuration légale du secteur culturel. Pendant plus de six décennies après l'indépendance, le pays n'a pas disposé d'un cadre juridique global pour régir les arts et la culture.

Ce n'est qu'en mai 2025 que ce vide institutionnel a été comblé, avec l'adoption de l'Ordonnance-loi n°25/030 du 12 mars 2025 par l'Assemblée nationale. Ce texte historique consacre l'étape majeure de reconnaissance du rôle stratégique de la culture dans la construction nationale et, pour la première fois de manière explicite, affirme la culture comme un levier de développement, de cohésion sociale et de soft power pour la RDC sur la scène internationale. Cette reconnaissance légale est une tentative stratégique de l'État pour capter et institutionnaliser l'immense puissance d'attraction culturelle que le pays génère déjà organiquement.

Le Ministère de la Culture, des Arts et du Patrimoine de la RDC est désormais l'institution centrale chargée de mettre en œuvre cette diplomatie culturelle, notamment par le développement des infrastructures et la professionnalisation des industries culturelles et créatives.

3.2. Le soft power organique et la transnationalisation

Malgré le retard institutionnel, le soft power congolais a toujours prospéré grâce à des acteurs non étatiques. L'hypothèse de l'efficacité organique est particulièrement pertinente dans le contexte contemporain, où la diaspora congolaise est reconnue comme une "ressource précieuse" pour le rayonnement culturel et la promotion de la RDC à l'étranger.

Le défi stratégique majeur réside dans la capacité de l'État à canaliser la créativité et l'influence non étatique (musique, mode, arts visuels) pour atteindre des objectifs de politique étrangère, sans tomber dans l'instrumentalisation rigide observée sous l'Authenticité.

Le succès de la nouvelle loi-cadre dépendra de sa capacité à fournir des infrastructures et un soutien logistique, reconnaissant les dynamiques de transnationalisation des relations économiques,

13 KUHANI MATENDE Serge, Le président Mobutu, mémoire de licence en sciences politiques, Université de Lubumbashi, 2008.

14 Sunita Menon, The creation of a national identity : Constructions and representations with case study on Mobutu's Zaïre, p.13, Mémoire de master en sciences politiques, Université de Cape Town.2016

sociales et culturelles, qui, selon Samir Saul¹⁵, opèrent en grande partie indépendamment de l'autorité directe des gouvernements. L'État ne crée pas le soft power dans ce contexte, il tente de le gérer et de l'exporter en facilitant la collaboration avec la diaspora pour créer des opportunités économiques et renforcer l'identité culturelle.

IV. LA DIPLOMATIE DE RÉPARATION : L'ENJEU CRITIQUE DU PATRIMOINE

4.1. La restitution comme affaire de souveraineté

Le tournant réparatif est l'axe le plus critique de la diplomatie culturelle congolaise contemporaine. La question de la restitution du patrimoine culturel spolié durant la période coloniale n'est pas seulement une revendication muséale, mais une exigence de dignité et de souveraineté nationale.

L'analyse historique montre que la captation de biens culturels, qu'il s'agisse d'objets d'art, de culte ou d'usage courant, a accompagné les projets d'empire, constituant une "appropriation esthétique, intellectuelle et économique du patrimoine d'autrui" et, par extension, un "crime contre les peuples".¹⁶ Au XIXe siècle, les annexions patrimoniales étaient même absorbées juridiquement par les États conquérants, trouvant une place "naturelle" dans les grands musées européens. Le rapport Savoy/Saar de 2018¹⁷, commandé par l'Élysée, a permis de réintroduire l'urgence de cette question sur la scène internationale.

Pour la RDC, exiger la restitution de ses biens, conservés notamment dans des établissements comme le Musée Royal de l'Afrique Centrale de Tervuren, est une nécessité pour l'affirmation de son identité symbolique et de sa maturité étatique.

4.2. Les défis institutionnels de la réception et le soft power rétroactif

Jonathan Paquette et Julien Doris¹⁸ font observer que la restitution n'est pas un déploiement physique ordinaire ; elle requiert une gouvernance complexe et un cadre juridique adapté dans les pays receveurs, comme l'a démontré l'expérience de la Suisse avec sa Loi sur le transfert international des biens culturels (LTBC).

La RDC doit mobiliser des ressources considérables et des experts pour inventorier, sécuriser et valoriser ce patrimoine de retour, transformant ainsi la demande politique en une réalité logistique et institutionnelle. La diplomatie de restitution est l'utilisation la plus efficace du soft power congolais aujourd'hui, car elle opère non par séduction promotionnelle, mais par la pression morale et la réparation historique. Il s'agit d'un Soft Power Rétroactif.

La RDC utilise son statut d'ancienne victime coloniale pour exiger un rééquilibrage des relations avec l'Occident. En forçant la restitution, Kinshasa impose son propre récit historique et sa dignité, ce qui constitue un gain diplomatique essentiel et une reconnaissance de sa souveraineté sur son identité symbolique face à la communauté internationale.

4.3. Analyse diachronique

Comme évoqué dans notre introduction, une analyse diachronique de la diplomatie culturelle congolaise est cruciale pour mieux saisir ses dynamiques, ses ruptures et ses continuités en termes des projections stratégiques, des enjeux, des acteurs et des défis et des perspectives.

4.3.1. Bilan historique : ruptures et permanences

L'histoire de la diplomatie culturelle de la RDC actuelle est mouvementée et riche en événements. En effet, du royaume Kongo, dans le tout début de cette diplomatie au XVème siècle à son érosion lors de la colonisation ainsi qu'à la période postcoloniale, elle est alimentée par diverses ruptures et permanences dans sa conduite par divers acteurs.

L'évolution des stratégies de projection culturelle est synthétisée dans la matrice diachronique ci-dessous :

15 Samir Saul, « L'Histoire des relations internationales : contexte, cheminement et perspectives » in *Penser international : Perspectives et contributions des sciences sociales*, sous dir François Crépeau et Jean-Philippe Thérien, éd. Presse de l'Université de Montréal. 2007, p.25, pp.15-42

16 Emmanuel Macron, Président de la République française, discours à l'Université Ouaga 1 Professeur Joseph Kizerbo, à Ouagadougou le 29 nov. 2027.

17 Felwine Saar et Bénédicte Savoy, Rapport sur la restitution du patrimoine culturel africain. Vers une nouvelle éthique relationnelle. Paris : Rapport à l'Élysée, 2018.

18 Jonathan Paquette, Julien Doris et Blandine Agbaka, « Les enjeux institutionnels des restitutions du patrimoine culturel en contexte fédéral : intergouvernementalisme et diplomatie culturelle en Suisse et au Canada in *Revue du centre d'Études et de recherches en administration publique*, n°30/Bis, 2020. P.19, pp 71-92

Tableau I. Matrice de la Diplomatie Culturelle Congolaise (Diachronie)

Période/Régime	Objectif Politique Principal	Outil Culturel Mobilisé	Statut du Soft Power	Efficacité Face à la Souveraineté
Royaume Kongo (1483-1665)	Négociation de la souveraineté, Accès à la modernité	Synchrétisme (Catholicisme), Échange d'élites, Protocoles	Adaptatif (Organique)	Échec à long terme (Dépendance, effondrement 1665)
Zaïre (1965-1997)	Légitimation du régime, Obtention d'aide étrangère	Authenticité (Zaïrianisation), Propagande ("Zaïre for Export")	Instrumentalisé (Imposé par l'État)	Mixte (Succès diplomatique à court terme, Faillite interne)
RDC Contemporaine (Post-2000)	Développement national, Réparation historique	Cadre légal (Loi 25/030), Restitution du patrimoine, Diaspora	Stratégique (Institutionnalisé)	Potentielle (Dépend de l'application et de la gouvernance)

Source : tableau monté par nous sur base des données collectées.

4.3.2. Défis actuels et perspectives

Le défi majeur pour la RDC est de maintenir la cohérence et l'articulation entre le soft power organique puissant généré par ses artistes et sa diaspora, et la stratégie étatique formalisée. L'institutionnalisation récente ne garantit pas le succès sans une mise en œuvre rigoureuse. La cartographie des enjeux contemporains montre que la crédibilité internationale de la RDC dépendra de sa capacité à gérer simultanément le rapatriement du patrimoine et l'intégration de ses acteurs culturels transnationaux.

Tableau II. Cartographie des enjeux du soft power RDC (contemporain)

Axe du Soft Power	Acteurs Clés	Ressources/Outils	Enjeux Diplomatiques Associés
Institutionnel et Légal	Ministère de la Culture, Gouvernement	Loi-cadre (25/030), Professionnalisation des acteurs	Crédibilité internationale, Flux d'investissements
Réparatif (Patrimoine)	État, Juristes, Musées (Congo/Europe)	Demande de Restitution, Inventaires	Relations bilatérales avec l'Occident, Dignité nationale
Organique et Transnational	Artistes, Musiciens, Diaspora	Production culturelle (Musique, Cinéma), Réseautage	Visibilité mondiale, Rôle dans la transnationalisation

Source : tableau monté par nous sur base des données collectées.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES STRATÉGIQUES

L'histoire de la diplomatie culturelle congolaise est marquée par une oscillation entre l'adaptation proactive et l'instrumentalisation étatique. Du Royaume Kongo cherchant l'intégration par le synchrétisme pour des gains politiques, au Zaïre utilisant l'Authenticité comme une façade idéologique et financière, les stratégies ont souvent été des réponses aux pressions exogènes (H1). L'efficacité durable est souvent demeurée l'apanage des forces organiques et non étatiques (Kimbanguisme, diaspora) (H2). La RDC contemporaine tente désormais d'institutionnaliser cette puissance culturelle et de la diriger vers une diplomatie de réparation (H3).

Pour maximiser l'efficacité de sa diplomatie culturelle, la RDC devrait considérer les recommandations stratégiques suivantes :

- *Gouvernance et financement pérenne* : il est impératif d'assurer la pérennité financière de la nouvelle loi-cadre et de décentraliser les fonds culturels. Cela permettra d'éviter le risque de centralisation et de rigidité institutionnelle, des pièges qui ont historiquement limité l'impact des politiques culturelles étatiques. Le succès repose sur l'infrastructure et la logistique.
- *Stratégie de négociation du patrimoine* : la RDC doit formaliser une commission de négociation du patrimoine, composée d'experts juridiques et culturels, pour engager une approche technique et structurée des restitutions, s'inspirant des modèles de gouvernance internationale pour le transfert des biens culturels.
- *Mobilisation institutionnelle de la diaspora* : il est recommandé de créer des mécanismes institutionnels de collaboration et de financement participatif avec la diaspora. L'objectif est de transformer ce réseau précieux en un avantage économique et diplomatique direct, en soutenant des projets qui renforcent l'identité culturelle à l'étranger.
- *Intégration culturelle de la diplomatie* : la formation des corps diplomatiques doit intégrer de manière systématique les enjeux du soft power congolais, incluant l'histoire du patrimoine spolié et l'importance de la culture comme levier stratégique. Une projection internationale cohérente exige que les ambassadeurs soient des vecteurs actifs de la nouvelle politique culturelle nationale.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Africa Museum, <https://www.africamuseu.be/fr/discocor/history-article/kongo-kindom>. Consulté le 3/11/2025 à 15h46' ;
- BALANDIER G., *La vie quotidienne au royaume de Kongo du XVIe au XVIIIe siècle*, éd. Hachette, 1965,
- GÉRADIN P., (2017), « Histoire du politique au Congo Kinshasa : Les concepts à l'épreuve de Gauthier de Villers » in *La revue Nouvelle*, n°6, 2017, pp 52-62, éd. Association la revue nouvelle ;
- GUIFFARD J., « Repenser l'analyse en politique étrangère », Institut de Montaigne, France 2025.
- HOSBAWN, E.J., *Les nations et la guerre*. Édition La Dispute, Paris 1992.
- HUDSON M. Valérie et S. DAY BENJAMIN, *Foreign Policy Analysis*, Rowman & Littlefield, 2019.
- KUHANI MATENDE S., *Le président Mobutu, mémoire de licence en sciences politiques*, Université de Lubumbashi, 2008.
- LINDA M. Heywood, « L'esclavage et sa transformation dans le royaume du Kongo : 1491-1800 » in *Le journal de l'histoire africaine*, Vol. 50, n°1, 2009, Cambridge University Press. pp. 1-22.
- MACRON E., *Président de la République française, discours à l'Université Ouaga 1 Professeur Joseph Kizerbo, à Ouagadougou*.
- MATONDO NSADISU, H., « Le nationalisme dans le mouvement Kimbanguiste au Congo-Belge de 1921 à 1960 » in *Cahiers Africains des droits de l'homme et de la démocratie ainsi que du développement durable*, Vol.2, n°76, 2022, pp.87-119.
- PAQUETTE J., DORIS J. et AGBAKA B., « Les enjeux institutionnels des restitutions du patrimoine culturel en contexte fédéral : intergouvernementalisme et diplomatie culturelle en Suisse et au Canada » in *Revue du centre d'Études et de recherches en administration publique*, n°30/Bis, 2020. pp 71-92.
- SAAR F. et SAVOY B., *Rapport sur la restitution du patrimoine culturel africain. Vers une nouvelle éthique relationnelle*. Paris : Rapport à l'Élysée 2018.
- SAMIR SAUL, « L'Histoire des relations internationales : contexte, cheminement et perspectives » in *Penser international : Perspectives et contributions des sciences sociales*, sous dir François Crépeau et Jean-Philippe Thérien, éd. Presse de l'Université de Montréal, 2007, pp.15-42.
- SUNITA MENON, *The creation of a national identity : Constructions and representations with case study on Mobutu's Zaire*, Mémoire de master en sciences politiques, Université de Cape Town 2016.
- THORNTON J. K., « Le royaume du Kongo et la guerre de Trente ans » in *Journal d'histoire mondiale*, Vol.27, n°2,2016, University of Hawai'i Press, pp.189-213.
- UNESCO : *De la différenciation à la coopération : la diplomatie culturelle au service du développement durable*, 20 avril 2023.
- VANSINA, J., *Nouvelle histoire du Congo*, Paris, éditions La Dispute, Paris, 1995.